



**Syndicat National Force Ouvrière**  
**des Finances Publiques**  
**Section du Calvados**

DDFiP du Calvados - 7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex  
[fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr)  
Permanence : 02.31.38.34.61

*Première Organisation Syndicale dans le Calvados*

Caen, le 25 avril 2016

## Comité Technique Local du 25 avril 2016

### Liminaire

Monsieur le Président,

Vous nous avez convoqués le 21 et le 30 mars pour nous présenter un plan désastreux pour le département.

**Les représentants FO-DGFIP 14** constatent aujourd'hui que vous avez retiré de l'ordre du jour le point concernant la modification des RAN. Même si ce retrait leur convient, puisqu'ils sont opposés à toute modification des RAN, dans le sens où cela allait à l'encontre de la revendication **FORCE OUVRIERE** d'affectation la plus fine possible, toutefois ils ne sont pas dupes et pensent qu'il s'agit d'un simple repli tactique temporaire, notamment parce que cela ne vous empêche pas d'un point de vue RH d'engager la fusion du SIE de Pont l'Evêque avec celui de Trouville mais aussi parce que si deux options demeurent pour Aunay et Villers-Bocage vous avez définitivement tranché en faveur de la seconde (Villers-Bocage) sans l'annoncer pour éviter de froisser les élus.

Vous avez ajouté à l'ordre du jour un point relatif à la campagne IR. **FO-DGFIP 14** réitère à cette occasion son opposition à la réforme de la collecte de l'impôt. L'impôt à la source constitue d'une part une fausse simplification et d'autre part n'est en rien une réforme fiscale.

Au-delà des dangers pour les recettes de l'État en cas de défaillance des entreprises, cette usine à gaz va générer un surcroît de travail dans les services de la DGFIP dans un contexte de suppressions d'emplois et sur fond de restructurations incessantes. **De plus, si cette réforme est considérée comme une priorité, l'administration qui la porte devrait devenir prioritaire.** En conséquence, nous demandons l'arrêt des suppressions d'emplois et l'arrêt des restructurations du réseau.

Vous avez présenté en seconde convocation le 30 mars dernier votre plan massif et destructeur de restructuration du réseau. Vous entendez par vos projets rationaliser le réseau local, améliorer les conditions de travail et conforter le service à l'usager. Mais, vous feignez d'oublier, et pourtant vous étiez aux commandes en tant que Chef de service RH il y a peu encore, que la situation actuelle n'est que la résultante d'une volonté délibérée et dogmatique de la direction générale depuis des années de supprimer des emplois pour faire des économies, satisfaire au discours anti-fonctionnaires et rassurer les élites. En vidant les unités de travail, progressivement, méthodiquement, vous créez des situations catastrophiques pour les agents, vous renforcez leur sentiment de ne plus pouvoir répondre aux missions pour lesquelles ils donnent tant, vous amenez les élus à penser que les services des Finances Publiques ne leur servent à rien, que notre système est archaïque. **Les représentants FO-DGFIP** considèrent ces méthodes comme de la provocation ou de l'ignorance. Car les ordonnateurs ont besoin du conseil des comptables publics dans ce contexte difficile, où ils subissent des baisses de dotations de l'État et sont en pleine reconfiguration de la carte territoriale. Vous regroupez les services de publicité foncière de Lisieux avec ceux de Pont l'Evêque, ceux de Caen 1 avec ceux de Caen 2 en y ajoutant les services de l'enregistrement. Vous envisagez de rayer de la carte les trésoreries de Tilly sur Seullles, Cabourg, Mézidon, Hérouville Saint-Clair, et Aunay sur Odon, services qui participent à la bonne gestion des communes.

Pourtant, la grogne des élus devrait vous amener logiquement à revoir vos plans : manifestation des élus à Tilly qui ne comprennent pas qu'aucune Trésorerie ne soit dans le périmètre de l'intercommunalité, intervention de députés auprès du Ministre ECKERT, courrier de plusieurs Maires pour le maintien de leur trésorerie et de celle de leur voisin. Les contraintes immobilières mettent cependant en difficulté la faisabilité de l'opération. Vous persistez cependant sur la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017. **Sans doute parce qu'en 2017, la campagne pour l'élection présidentielle va figer les décisions et vous empêchera de marquer de votre empreinte votre bref passage dans le département.** **FO-DGFIP** maintient que le maillage actuel des services de la DDFiP du Calvados ne semble pas pouvoir être resserré davantage. **Les représentants FO-DGFIP vous demandent avec force de venir au secours des collègues en perdition dans les plus petites structures**, en réinjectant les moyens humains nécessaires au bon fonctionnement de leurs services. C'est le cas, notamment, des Trésoreries de Mézidon et Saint-Pierre sur Dives. **FO-DGFIP** ne peut accepter des restructurations à marche forcée qui vont pénaliser les agents et accentuer leur souffrance au travail sans améliorer, bien au contraire, le service rendu à l'utilisateur.

**Les représentants FO-DGFIP** ne partagent résolument pas votre vision du service public et continuent de s'opposer à toutes ces restructurations qui ne répondent pas aux services devant être rendus aux usagers, aux besoins de notre administration et aux agents qui exercent les missions. Ils interpellent les élus sur ce nouveau recul du service public, des élus n'appréciant pas les méthodes employées qui témoignent de votre méconnaissance du contexte local et de ces postes, que vous décidez de rayer de la carte.

Alors que dans certaines zones rurales, urbaines ou périurbaines, la DGFIP est l'une des dernières administrations présentes, **FO-DGFIP** condamne toute réduction du maillage territorial de ses implantations.

**FO-DGFIP** maintient à nouveau que, compte tenu de la complexité et de l'instabilité de la fiscalité, le conseil de proximité, assuré par les agents des finances publiques, est aujourd'hui indispensable.

Sur votre volonté de supprimer la Trésorerie d'Hérouville **FO-DGFIP** considère que c'est une manière de faire accepter aux territoires ruraux leur fermeture en démontrant ainsi, que, même en ville, les trésoreries sont concernées. Vous faites des agents et des élus d'Hérouville des "fusillés pour l'exemple" et vous démontrez au passage votre totale méconnaissance du caractère particulier de la population hérouvillaise et de son besoin d'une présence au plus près des services de l'État et ce, malgré nos mises en garde et celles du Maire d'Hérouville.

**FO-DGFIP** condamne avec force la suppression du SIE de Pont l'Evêque, et la mise en place d'un SIP-SIE-CDIF à Vire par fusion du Bureau Antenne (BANT) de Vire avec le SIP-SIE de Vire, considérant que ces réformes résultent d'une même logique que celle qui prévaut dans les trésoreries poussant après asphyxie des personnels à supprimer les services.

**FO-DGFIP** refuse la mise en place de structures hypertrophiées ingérables où les personnels sont spécialisés contre leur gré, cantonnés dans une seule fonction, quasiment sans possibilité de changer de service en interne, ce qui crée des situations de souffrance au travail chaque année plus nombreuses. Nous savons également qu'elles vous permettront de trouver où supprimer les prochains emplois dans les années à venir. Il n'y a derrière cela aucune efficacité fonctionnelle, il s'agit simplement d'une opportunité RH.

Pour toutes ces raisons, **FO-DGFIP** vous demande solennellement comme le 30 mars d'abandonner vos projets destructeurs pour les agents et le réseau, néfastes pour les usagers. Les missions régaliennes de notre administration assurées par des agents dont la compétence et l'exemplarité ne sont plus à démontrer méritent un renforcement de leurs moyens humains, législatifs, et financiers et une véritable reconnaissance indemnitaire des qualifications des agents à la hauteur de leur investissement et de leur compétence.

**La DGFIP doit être une administration prioritaire, et ceci pour le bien de tous!**

